

Une appauvrissante passion

Les HEC proposent un portrait rose et noir du travailleur culturel du milieu de la danse

18 décembre 2008 | Stéphane Baillargeon | Danse



Photo: Agence Reuters

Le milieu de la danse demeure tristement célèbre pour ses très sévères conditions de travail.

Les professionnels du milieu de la danse adorent leur milieu de travail mais se désolent de ses piètres conditions financières. Ils sont attirés par la qualité de ce milieu artistique, l'autonomie du boulot et de riches relations interpersonnelles. Cependant, à la longue, ces employés passionnés — surtout des femmes, en fait — se trouvent sous-payés, épuisés, surchargés de travail et frustrés par les difficultés de financement de leur milieu.

Voilà le portrait à la fois positif et négatif que tracent les données fournies par une enquête réalisée par un groupe de recherche des HEC Montréal. Dans l'étude inédite, l'intérêt personnel et l'intérêt pour l'organisation arrivent en premières places des attraits d'un travail dans le domaine de la danse. Par contre, à la question «En tant que travailleurs culturels, quelles seraient les raisons qui vous conduiraient à quitter le milieu de la danse?», une bonne proportion des personnes interrogées (21 sur 76) ont évoqué les conditions salariales et l'insécurité qui en découle. Les autres grappes de réponses évoquent l'épuisement et la surcharge de travail (10), les politiques de financement et les politiques culturelles comme cause d'insécurité (10), mais aussi l'effritement du milieu ou sa précarisation (5).

D'où l'idée de changer de travail, ceci expliquant cela. «Simplement parce que les conditions salariales

ne sont pas bonnes», répond un travailleur culturel cité anonymement dans l'étude. «Nous devons porter plusieurs chapeaux et effectuer plusieurs tâches variées, et ce, pour un très mince salaire, qui ne reflète pas notre niveau d'expérience ni notre niveau de scolarité», répond un autre.

L'étude, intitulée Profil des travailleurs culturels en danse: facteurs d'attraction et de rétention, a été réalisée par la chercheuse Pascale Landry, de l'Alliance de recherche universités-communautés (ARUC). L'enquête visait à cerner l'attrait et le rejet du secteur du point de vue de ses employés ne pratiquant pas la danse, en gros aux professionnels plutôt qu'aux artistes. Dans presque la moitié des cas (45 %), il s'agissait de postes de direction.

«L'étude rappelle une réalité des emplois dans le secteur culturel: ils sont enrichissants du point de vue personnel, ils permettent une grande revalorisation de soi et offrent beaucoup de liberté, mais ils sont en général sous-payés, ce qui pose des problèmes à long terme pour retenir les meilleurs éléments et assurer la relève», explique la professeure Johanne Turbide, qui dirige un vaste projet quinquennal de recherches traitant des «crises financières dans le secteur des arts».

Dans ce petit monde de grande passion et de petites conditions, 82 % des employés sont en fait des «travailleuses culturelles», et environ la moitié ont entre 26 et 35 ans. Les deux tiers d'entre eux (ou plutôt elles...) ont une formation universitaire. Neuf fois sur dix, ils ont un travail à temps plein.

Le secteur demeure tristement célèbre pour ses très sévères conditions de travail. L'Étude sur la situation des interprètes en danse (2002) du RDQ avait établi que la grande moitié des danseurs professionnels du Québec (63 %) avaient déclaré des revenus annuels inférieurs à 15 000 \$. À peine 6 % des interprètes interrogés passaient la barre des 25 000 \$. Les revenus annuels moyens dans le domaine de la danse pour un artiste du secteur oscillent autour de 15 000 \$. Ces données seront actualisées dans une nouvelle étude à paraître cet hiver. Les chorégraphes feront aussi l'objet d'un portrait socioéconomique de groupe.

«En parlant des intérêts des travailleurs, la passion pour l'art, le sentiment d'appartenance à des organisations en art et des valeurs positives du milieu (comme la santé et la résilience), l'enquête nous fournit des pistes pour améliorer le recrutement du personnel, note Lorraine Hébert, directrice du Regroupement québécois de la danse. En même temps, il faudra trouver des moyens pour retenir ces professionnels après 35 ans, parce qu'ils se découragent, s'épuisent et désirent de meilleures conditions de travail, tout simplement.»

Des solutions se pointent. Mme Hébert note l'idée de transformer d'anciennes danseuses en nouvelles administratrices, par exemple, cette deuxième carrière s'inscrivant naturellement dans le parcours des passionnées. Cependant, aucune piste ne pourra résoudre la question de fond du sous-financement du secteur.

«La danse manque de ressources, dit la directrice générale. On pourrait doubler les enveloppes publiques demain matin et on serait encore dans le besoin.»